



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU CAPD du mardi 6 février 2018



Première promos "PPCR"

Cette CAPD va se dérouler sous l'égide des acquis obtenus lors des négociations du "Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations". Pour nos collègues et notre profession, cela se concrétise par un parcours professionnel moins déséquilibré d'un collègue à l'autre avec; un rythme unique d'avancement pour 9 échelons sur 11, un déroulement de carrière sur 2 grades avec accès à la hors classe pour tous, l'intégration d'un part de l'ISAE dans le salaire et donc dans le calcul de la pension, respect des proportions femme/homme dans le déroulement de carrière (passage d'échelon et hors classe). Ces avancées ne doivent pas être l'occasion de réduire les attributions des délégués du personnel en ne communiquant pas des documents relevant du déroulé de carrière des personnels. **Si l'action de la FSU et du SNUipp, avec les personnels a permis des avancées réelles lors des négociations, pour nos organisations le chantier reste ouvert : réduction des temps de passage d'échelon, dernier échelon (ou chevron) de la classe exceptionnelle accessible à tous, progression du point d'indice a minima à la hauteur de l'inflation...**

Les salaires baissent encore !

Dès son installation, le président de la République et le gouvernement ont décidé de mener, plus exactement d'amplifier, une politique déterminée au profit d'une minorité très privilégiée au dépens de la grande majorité des travailleurs. Ils ont, dans une démarche populiste, pour ne pas dire réactionnaire, aggravé encore l'offensive contre les services publics et leurs agents!

C'est à une véritable opération punitive à laquelle ils se sont livrés:

- **le gel du point d'indice:** notre pouvoir d'achat a baissé de 15% ces quinze dernières années
- **le report de la mise en oeuvre des mesures PPCR**
- **le retour du jour de carence,** mesure punitive qui, c'est statistique, augmente au final les absences de longue durée dans la fonction publique
- **la hausse de la CSG** qui ne sera pas intégralement compensée dans les années à venir puisque l'indemnité différentielle restera fixe dans le temps;

Le gouvernement s'attaque aux services publics

Le président et son gouvernement rêvent d'une France sans fonctionnaire, livrée au diktat des puissants qui tiendraient dans leurs mains des consommateurs captifs. La fraternité serait remplacée par la charité et la liberté par le libéralisme.

Les annonces pleuvent: suppression de 120 000 emplois, attaque frontale des statuts avec un recours massif à des emplois contractuels sous-payés et aux droits limités ! Ces derniers représentent déjà officiellement 17% des effectifs de la fonction publique, et ils peuvent témoigner de la précarité et de la dépendance dans laquelle ils se trouvent.

Au prétexte de modernité, les gouvernants de ce pays vivent, avec 20 ans de retard, dans le rêve du New Public Management. Importé d'outre atlantique, cette théorie perçoit les services publics comme un coût et devient une source potentielle de privatisation (et donc de profits pour quelques-uns). Appliquées chez nos voisins européens (Angleterre, Suède, Pays Bas), ces recettes néo-libérales (renégociation du statut des enseignants, autonomie des établissements, mérite...) sont un échec: on y constate des pénuries d'enseignants qui sont insuffisamment formés, des démissions en masse et surtout pas d'amélioration des résultats des élèves.

Si la qualité des services publics peut encore être améliorée ce n'est pas par des suppressions massives de postes ou des changements de statut. Des moyens suffiront ! Qui peut affirmer que l'hôpital, les maisons de retraites, l'éducation, la justice ont suffisamment de moyens pour fonctionner ? La forum CAP 22 et le semblant de consultation du gouvernement sont une vaste opération de dénigrement des services publics qu'il sous finance et déstructure d'un côté pour mieux enrichir quelques nantis de l'autre. **La FSU, à travers le collectif Convergences, a décidé de lancer sa propre consultation en ligne afin d'alimenter un véritable débat citoyen sur ce que les usagers, et les fonctionnaires qui sont à leur service, souhaitent pour les services publics de demain. Le SNUipp-FSU appelle la profession à y participer massivement.**